

RSE MOOC

MODULE 1 :

Intro :

- RSE = volet de DD
- Meadows = population aug ressources dim 1972

C1:S1

- Intro
 - Rapport Brundtland 1987 répartir équitablement ressources
 - education rôle central = analyse critique et implication
- Transition écologique : nouveau modèle économique et sociale solution enjeux environnementaux :
 - énergétique : consommation dim part renouvelable aug
 - industrielle : empreinte carb dim moins d'énergie possible
 - agro alimentaire : respect ressources et humains
 - catastrophes naturelles / perte de la biodiversité / particules fines / effet de serre
- Dennis Meadows : La croissance va s'arrêter dû aux ressources limitées et à la capacité de la Terre à absorber.
- Espérance de vie : Arrêter d'utiliser l'économie comme seul indicateur (PIB) et prendre en compte l'humain (espérance de vie, niveau de vie, inégalités environnementales, santé)

Le développement durable est défini en 1987 lors du rapport Brundtland :

- C'est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».
- C'est "un développement qui répond aux besoins du présent et du futur en développant de nouvelles ressources et énergies renouvelables".
- C'est "un développement qui répond aux besoins du présent et qui axe ses actions sur l'environnement et l'écologie".

La transition écologique:

- s'inscrit à l'encontre d'une croissance économique infinie dans un monde aux ressources naturelles limitées.
- vise à mettre en place un modèle de société résilient et durable qui repense, dans une approche systémique, nos façons de consommer, de produire, de travailler et de vivre ensemble.
- a pour objectif d'enrayer la destruction de l'environnement causée par nos activités économiques pour préserver des conditions de vie dignes et pacifiées.
- est un mouvement militant se positionnant à l'encontre des énergies fossiles et du nucléaire.

Selon Dennis Meadows, quels sont les deux leviers sur lesquels il aurait fallu agir dès les années 70 pour maintenir notre empreinte écologique à un niveau soutenable ?

- contenir l'évolution de la démographie et la consommation de ressources.
- généraliser la scolarisation et le respect des droits fondamentaux.
- favoriser la numérisation des relations et la professionnalisation de l'engagement écologique.

En quoi le PIB apparaît-il aujourd'hui comme un indicateur insuffisant pour élaborer et piloter les politiques publiques ?

- Le PIB n'intègre pas le niveau de vie des populations, qui peut être évalué par des indicateurs tels que la pleine santé, la réduction des inégalités ou la scolarisation.
- Le PIB augmente du fait de la destruction de l'environnement causée par l'activité humaine.
- C'est faux, il reste un indicateur pertinent puisqu'il mesure la création de valeur économique au sein d'un État.

C1:S2

- Intro
 - 193 Etats en 2015 → Agenda 2030
 - 17 ODD 169 cibles : éradiquer pauvreté / protéger la planète / Prospérité pour tous
 - **5 domaines** : Population, Prospérité, Planète, Paix, Partenariats
 - **Équilibre entre ODD** → 3 dimensions : économique, social, environnemental
 - **Moyens de mise en œuvres des ODD** : Financement, Commerce, Technologie, Renforcement des capacités, Cohérence politique et institutionnelle, Données et suivi, Partenariats multi-parties prenantes
- « Un espace sûr et juste pour l'humanité »
 - DOUGHNUT
 - 9 processus terrestres critiques → maintenir de bonnes conditions de vie sur terre
 - La notion de « limites »
- Dennis Meadows : « Il faut mettre fin à la croissance incontrôlée, le cancer de la société »
 - Passer à un développement qualitatif - améliorer l'équité, la santé, l'éducation, l'environnement.
 - Notre système politique ne récompense pas les bénéfices plus tard. La croissance infinie est devenue la base du consensus politique.
 - Le nucléaire est une idée terrible. Une réduction drastique de nos besoins en énergie. Énergie renouvelable, aucune chance procure autant d'énergie que ce que nous obtenons actuellement des fossiles.
 - Résilience = capacité à absorber les chocs et continuer à vivre besoins essentiels en matière de nourriture, de logement, de santé ou de travail.
 - pas un mode de vie durable dans monde non durable. Quelqu'un est plus résilient, le système le devient davantage l'appliquer à chaque niveau, mondial, régional, communautaire, familial et personnel.

La théorie du donught, définit un espace sûr et juste pour l'humanité, il est compris entre deux limites qu'elles sont-elles ?

Les limites politiques : les critères de bonne santé d'une démocratie comme notamment par la participation aux élections et l'indépendance des médias.

✓ Les limites sociales : les éléments essentiels, reconnus au niveau international, pour une vie digne et faite d'opportunités.

✓ Les limites planétaires : 9 processus biochimiques qui permettent le bon fonctionnement du Système Terre.

Les limites économiques : la valeur monétaire en dessous de laquelle le Dollar ne peut pas descendre.

Les 17 Objectifs de Développement Durable présentent plusieurs innovations par rapport à leurs prédecesseurs, les Objectifs du Millénaire. Quelles sont ces innovations ?

✓ Ils ont pour cible différents types d'acteurs (Organisations Internationales, États, Collectivités Territoriales, Entreprises, ONG Société Civile, Citoyen.ne.s).

✓ Il s'agit d'un accord multilatéraliste.

✓ Les acteurs de la société civile ont été associés à leur élaboration.

Ils visent à mettre en oeuvre l'Accord de Paris.

✓ Les Objectifs ont été proposés par les pays du Sud.

Selon Dennis Meadows, "il ne peut pas y avoir de croissance physique sans dégât sur la planète". Quelles sont alors les solutions envisageables et politiquement acceptables pour préserver les ressources naturelles et la capacité des êtres humains à vivre dignement ?

Le passage à une société décroissante en mettant en place des législations punitives.

✓ Le passage à un développement plus qualitatif basé sur la santé, l'éducation, l'égalité et l'environnement.

✓ La résilience à l'échelle locale pour renforcer le système global.

Quelle est l'avancée majeure apportée par les ODD ?

✓ Les objectifs sont intégrés et indiscociables, c'est à dire qu'ils apportent une vision systémique des enjeux.

Les objectifs permettent à chaque État de se retrouver tous les ans, pour faire un compte-rendu des initiatives mises en place dans les métropoles.

Les objectifs ont permis à tous les États de réduire considérablement leurs émissions de gaz à effet de serre.

C2:S1

- Fiche Programme de mise en oeuvre des ODD
 - Cordonner la mise en œuvre des ODD → Gouvernement et l'ensemble des politiques publiques françaises
 - Analyser la situation de la France au regard des ODD → d'un état des lieux partagé, revues des politiques publiques au regard des ODD
 - la France a tenu à produire un « point d'étape » = un éclairage sur la mise en œuvre des sept objectifs
 - collaboration des instituts éducatives et sociales
- [Territoires] Les Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'échelle locale
 - Cette crise agit avant tout comme un révélateur des dysfonctionnements qui y ont conduit : la croissance effrénée des villes, dépendance globalisation production, de la consommation et des échanges
 - les territoires ont aussi et surtout prouvé leur capacité d'initiative → établir des stratégies alternatives pour assurer la continuité de l'approvisionnement alimentaire
 - dessiner un nouveau modèle de gouvernance territoriale connecté aux urgences de notre temps et aux attentes sociétales.
 - traduire les enjeux internationaux et nationaux de développement durable à l'échelle locale ou régionale*
- Loi "Climat et Résilience" : des avancées et des limites
 - La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique
 - avril 2019, création d'un conseil de défense écologique et de la convention citoyenne pour le climat (CCC),
 - cinq thématiques :
 - consommer = création d'une étiquette environnementale
 - produire et travailler = mise en cohérence de la stratégie nationale de la recherche avec la Stratégie nationale bas-carbone,
 - se déplacer = création d'ici 2024 de zones à faibles émissions (ZFE)
 - se loger = l'instauration d'aides financières pour les travaux de rénovation,
 - se nourrir = un menu végétarien hebdomadaire dans les cantines scolaires

Pour contribuer aux Objectifs de Développement Durable les acteurs suivants ont un rôle à jouer :

- Les États et gouvernements nationaux.
- Les collectivités territoriales.
- Les institutions et ONG.
- Les entreprises.
- La Société Civile.
- Toutes les propositions réunies.

Le rôle de l'Etat Français dans la contribution aux Objectifs de Développement Durable, tel qu'il est défini dans la feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 est de :

- Faire évoluer l'appareil législatif pour inciter la transition de tous les acteurs.
- Planifier l'action spécifique de chaque acteur.
- Définir de grandes orientations et donner aux acteurs les moyens d'agir à leur échelle.

Les 17 ODD pourront être atteintes sans la participation des administrations locales et régionales.

- Faux
- Vrai

Quels sont les principaux avantages de la territorialisation des ODD ?

- Meilleure cohérence et adaptation des plans d'actions et politiques publiques aux conditions locales.
- Meilleure résilience des territoires pour répondre aux crises à venir (sanitaires, économiques, écologiques, sociales, climatiques...).
- Plus d'attractivité des régions et territoires locaux.
- Moins de transversalité des politiques publiques.

C2:S2

- Mise en débat et proposition d'une nouvelle économie - Hélène Le Teno
 - entreprises conventionnelles pas acteurs transition écologique / ère de la rareté → besoins fondamentaux = se loger, se nourrir, se déplacer
 - stop discours "eau tiède" → solutions faciles et désirables / oxymore droit à tous pour tous
 - Anthropocène : humain contribue massivement destruction de l'environnement qu'il habite
 - gouvernance communs naturels → difficultés de gérer ensemble des ressources humaines partagées
 - économie sociale et solidaire
- Le B.A BA de la RSE
 - est la contribution des entreprises au développement durable.
 - business model → compatible avec la lutte contre le changement climatique ou une gestion durable des ressources
 - plus de seulement réduire ses impacts négatifs, mais comment son modèle d'affaires contribue positivement à la durabilité de la planète.

Après l'Holocène, plusieurs scientifiques s'accordent à dire que nous sommes entrés dans l'"Anthropocène". Quelle en est la définition ?

- C'est une ère géologique et historique dans laquelle l' humain est devenu une force géologique capable de modifier les équilibres du système Terre.
- C'est comme ça que l'on appelle le 21ème siècle.
- C'est une évolution culturelle qui consiste à mettre l'être humain au centre des productions artistiques.

La "RSE" est la mise en pratique du Développement Durable par les entreprises, en cherchant à avoir un impact positif sur la société et à respecter l'environnement tout en étant économiquement viable.

Pourquoi la RSE, Responsabilité Sociétale des Entreprises, peut-elle être soumise à critique ?

- Car elle est parfois utilisée par les entreprises pour faire du "greenwashing".
- Car elle ne permet pas une réelle remise en question du système économique qui nous a conduit aux crises actuelles.
- Car les entreprises n'ont pas de rôle à jouer dans la transition écologique et sociale.

Selon Hélène Le Téno, l'Economie Sociale et Solidaire est une solution plus ambitieuse que le modèle économique conventionnel pour répondre aux enjeux de transition. Quels sont les points clés d'une entreprise de l'ESS ?

- L'entreprise recherche tout d'abord la coopération et la solidarité des citoyen.nes en utilisant un modèle économique basé sur les dons.
- L'entreprise recherche d'abord à avoir des impacts sociaux et environnementaux forts avant de rechercher sa viabilité économique.

Module 2:

C1:S1

- Intro
 - Dérèglement climatique
- Comprendre les causes du dérèglement - Jean Jouzel
 - responsabilité humaine
 - énergies fossiles, fabrication du ciment, déforestation → CO2
 - agriculture → méthane
 - océan → fonte des glaces, élévation de la mer
- Découvrez l'infographie "Les chiffres clés du climat (France Europe et Monde)" en bas de la page.
 - l'équilibre climatique est perturbé essentiellement par les émissions anthropiques de gaz à effet de serre
 - La France s'est dotée d'une stratégie nationale bas-carbone et de budgets carbone afin de mettre en œuvre la transition vers une économie sobre en GES.
- Causes du changement climatique
 - Les combustibles fossiles, à savoir le charbon, le pétrole et le gaz
 - La majeure partie de l'électricité est
 - encore produite par la combustion de charbon, de pétrole ou de gaz, ce qui génère du dioxyde de carbone et de l'oxyde nitreux
 - L'industrie manufacturière est l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde.
 - Abattage des fôrets
 - Transport
 - Alimentation / Surconsommation

Le réchauffement climatique est un phénomène global de transformation du climat caractérisé par une augmentation générale des températures moyennes, et qui modifie durablement les équilibres météorologiques et les écosystèmes. Quelle en est son origine ?

D'origine naturelle : le réchauffement est composé sous forme de cycles naturels qui reviennent chaque année aux mêmes périodes.

D'origine météorologique : ce sont les jours les plus ensoleillés qui créent le réchauffement climatique.

D'origine anthropique : lié aux activités humaines.

L'effet de serre est un phénomène naturel qui retient la chaleur émise par la surface de la Terre et ainsi permet de maintenir une température stable et viable pour l'ensemble des écosystèmes et des espèces.

Vrai



Faux



L'émission, par l'activité humaine, de Gaz à Effet de Serre en très grandes quantités est...

néfaste pour le climat, cela intensifie le phénomène d'Effet de Serre ce qui a pour conséquence une hausse de la température moyenne à la surface de la Terre à une vitesse jamais observée auparavant.



positive pour le climat, cela contribue au phénomène d'Effet de Serre qui n'est pas capable de se maintenir seul.



Alors que dans le monde, le secteur de l'Energie est le plus émetteur en Gaz à Effet de Serre, en France il s'agit d'un autre secteur. Lequel ?

L'agriculture.



Les bâtiments.



Les transports.



C1:S2

Qu'est ce que le GIEC ?

C'est un groupe d'experts indépendants qui produit, à intervalle régulier, des rapports d'évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade.



C'est un groupe d'experts qui travaillent exclusivement sur les questions de justice sociale dans le monde.



C'est un groupe de scientifiques Français, rémunérés par l'Etat, qui travaillent sur les questions de biodiversité et de climat.



Pourquoi ne faut-il pas confondre météo et climat ?

On peut les confondre car ces deux termes ont la même définition.

- ✓ Car la météo est un état de l'atmosphère à un moment et en un lieu donné, elle est susceptible de varier d'une heure à l'autre et d'un jour à l'autre. Le climat se réfère quant à lui aux statistiques des conditions météorologiques calculées sur une décennie ou plus.

Car le climat est une donnée scientifique établie il y a des milliers d'années, qui ne peut être modifiée.

Le changement climatique a pour conséquences :

La variation de températures ressenties entre chaque saison.

- ✓ Un changement des conditions climatiques à la surface de la Terre entraînant la multiplication des épisodes climatiques extrêmes (canicules, sécheresses, cyclones, inondations...).

Associer le mot à la définition.

Actions qui visent à réduire l'impact de nos activités sur le réchauffement du climat notamment par la réduction de nos émissions de Gaz à Effet de Serre.

Actions qui visent à faire évoluer nos pratiques de manière à mieux se préparer aux conséquences connues et inconnues de l'évolution du climat.

inaction climatique → manque de crédibilité
pas réparer mais stabiliser

IAE = Association internationale de l'Énergie → arrêter de chercher des énergies fossiles

sécheresse/cyclone + violent ; élévation des mers
conséquences = - productivité agricole
réfugié climatique = n'existe pas
aléas brutaux vs dégradations lentes
humanitaires → assistance en cas de déplacement

GIEC → variétés animaux arctiques, corails
crise alimentaire
pauvreté extrême
catastrophes environnementales

Le changement climatique a des conséquences sur l'environnement mais ne menace pas l'espèce humaine.

- ✓ Faux : Les conditions de vie sûres et justes pour l'espèce humaine reposent intégralement sur l'écosystème animal et végétal qui l'entoure et qui est fortement fragilisé du fait du changement climatique.
- Vrai : L'espèce humaine, grâce à l'innovation technologique, pourra avec certitude préserver des conditions de vie sûres et justes sans pour autant devoir se soucier des autres espèces animales et végétales.

Une des conséquences plus globale du réchauffement climatique est le déplacement de populations en raisons de ces phénomènes climatiques. Pourquoi seront-ils de plus en plus nombreux dans les années à venir ?

- ✓ Car les épisodes climatiques extrêmes seront de plus en plus violents et fréquents ce qui rendra une partie du globe inhabitable.
- ✓ Car les pertes de denrées agricoles seront de plus en plus fréquentes, à cause de la perturbation du cycle de l'eau.
- ✓ Car le niveau des mers augmente petit à petit.

Parmi les propositions suivantes, lesquelles sont des conséquences du changement climatique sur l'espèce humaine ?

- Le déplacement des populations du fait d'éruptions volcaniques.
- ✓ La destruction des habitations.
- ✓ La multiplication des maladies, notamment transmises par les animaux.
- ✓ La progression de la faim dans le monde.
- Toutes les propositions ci-dessus
- ✓ L'augmentation du nombre de personnes en situation de grande pauvreté.

Le dernier rapport du GIEC démontre que le coût de l'atténuation est plus faible que le coût que l'inaction. Quel est alors le problème actuel des investissements pour la transition ?

- Il y a un manque de capital à investir.
- ✓ La difficulté d'orienter les investissements vers des solutions d'atténuation dont les impacts économiques à courts termes sont moins rentables.
- Les solutions d'atténuation sont peu nombreuses et coûtent trop chers.

C2S2

qualité de l'air

sécurité alimentaire en danger

émergences de maladies, accès à l'eau, hygiène, cancer, cardio vasculaires

politiques publiques internationales → limiter l'impact, surveillance, renforcer les systèmes de santé

One Health → homme, animal, environnement

Notions à retenir :

Le changement climatique comme principal facteur de risque pour l'émergence de maladies.

Migration des mammifères et transmission de maladies entre espèces.

Identification des "hotspots" mondiaux.

Importance de la surveillance des maladies animales et des changements environnementaux.

Rôle potentiellement dangereux des chauves-souris dans l'émergence virale.

Risques zoonotiques et pandémies liés au changement climatique.

Tous les progrès réalisés sur le bien-être et l'espérance de vie au cours des 50 dernières années pourraient être annulés d'ici 2050 en raison des émissions de gaz à effet de serre. Les enfants nés en 2019 seront confrontés à un monde plus chaud de 4 à 7°C en moyenne avant l'âge de 71 ans.

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux risques sanitaires liés aux changements climatiques.

La crise climatique est l'une des plus grandes menaces pour la santé de l'humanité.

Les changements climatiques pourraient causer environ 250 000 décès supplémentaires par an entre 2030 et 2050, selon l'OMS.

La nécessité de réduire les inégalités environnementales et sociales pour faire face à la crise climatique.

Les zoonoses ont entraîné une prise de conscience remettant en cause la logique anthropocentrique avec laquelle nous traitons des questions de santé. Quelles évolutions cette prise de conscience a-t-elle révélé ?

✓ La nécessité de penser les questions de santé au niveau géographique.

✓ La preuve de l'interdépendance des ODD et notamment du lien entre climat et santé.

✓ La nécessité de penser les questions de santé au niveau de la relation entre animaux, hommes et environnement.

Le changement climatique deviendra dans les années à venir le plus grand facteur de risque de l'émergence de maladies. Quelles en sont les 2 raisons principales ?

- La pollution étant de plus en plus forte, de nouveaux virus aériens vont se développer et menacer la vie humaine et la biodiversité.
- ✓ Le changement climatique fera déplacer les mammifères qui migreront vers de nouvelles zones habitables. En migrant, ces mammifères transportent des maladies et croisent d'autres animaux hôtes qui peuvent eux-mêmes transmettre ces maladies à des humains.
- ✓ Le changement climatique va diminuer la qualité de l'eau et de moins en moins d'humains et animaux pourront avoir recours à une eau de qualité, ce qui entraînera le développement de nombreuses maladies.

Pourquoi le changement climatique va-t-il avoir un impact sur les problèmes de malnutrition et sous-nutrition ?

- ✓ Car l'augmentation de la température a une influence sur le rendement de la terre et menace ainsi la sécurité alimentaire des populations.
- ✓ Car le manque d'eau potable a un impact délétère sur la nutrition.
- ✓ Car on va faire face à une recrudescence des catastrophes naturelles affectant l'accès à l'eau douce, nécessaire à l'agriculture.

Si on reste au rythme de croissance et de consommation actuel, les enfants nés dans les années 2020 feront face à un monde plus chaud de 4 à 7 °C avant leurs 70 ans. Quelles conséquences pourront-ils rencontrer tout au long de leur vie ?

- une réduction du niveau de pauvreté.
- ✓ le risque accru de crise cardiaque et AVC.
- ✓ le risque de malnutrition.
- ✓ une exposition intense aux phénomènes extrêmes.
- des périodes glacières.

C2S3

Notions à retenir :

Les émissions de carbone de 2010 à 2019 n'ont jamais été aussi élevées, selon le GIEC. Le monde est sur la voie d'un réchauffement climatique de plus du double de la limite de 1,5 degré Celsius convenue à Paris en 2015.

Les grandes villes seront sous les eaux, et des catastrophes telles que des vagues de chaleur, des tempêtes terrifiantes et des pénuries d'eau sont prévues.

Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine ont augmenté dans tous les principaux secteurs mondiaux depuis 2010.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre est possible en repensant le fonctionnement des villes et en adoptant des modes de vie durables.

Points clés :

Définition de la sobriété : Le GIEC définit la sobriété comme un ensemble de mesures et de pratiques visant à éviter la demande d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau tout en assurant le bien-être de l'humanité dans les limites de la planète.

Approche de réduction à la source : Le rapport souligne l'importance de la réduction à la source, conformément au triptyque du GIEC - Éviter, Changer, Améliorer. Il met l'accent sur la nécessité de réduire la production et la consommation de manière minimale.

Impasses du système économique : Le GIEC critique la croissance continue de la production et la surconsommation, préconisant la sobriété comme moyen de sortir de ces impasses économiques.

Changements de comportement recommandés : Le rapport encourage des changements de comportement, notamment la réduction de la consommation de protéines animales, la promotion des mobilités douces, et l'adoption d'un mode de vie sobre en matières premières et en énergie.

Responsabilités complémentaires : Le GIEC souligne que les changements de comportement doivent être accompagnés de politiques d'État facilitant et rendant souhaitable ces alternatives, accessibles à l'ensemble de la population.

Économie circulaire : L'efficacité de l'économie circulaire dépend d'éviter l'effet rebond, où les économies réalisées ne stimulent pas d'autres activités émettrices de gaz à effet de serre.

Appel à l'action : Le GIEC encourage à adopter des changements de comportement, tout en soulignant l'urgence d'infléchir la trajectoire des émissions pour rester en dessous de la barre fatidique des 1,5 °C d'ici 2030.

Points clés :

Rapport conjoint : Un atelier commun de l'IPBES et du GIEC a abouti à un rapport rédigé par 50 experts mondiaux, soulignant l'interconnexion entre la nature et le climat.

Synergie d'action : Les politiques actuelles abordent souvent la perte de biodiversité et les changements climatiques de manière indépendante, alors qu'une approche conjointe pourrait maximiser les bénéfices et atteindre les objectifs de développement global.

Impacts des changements climatiques : Les changements climatiques altèrent la répartition, le fonctionnement et les interactions des organismes, affectant les écosystèmes et la vie des espèces.

Interdépendance : La biodiversité et les écosystèmes interagissent avec les changements climatiques. Par exemple, une biodiversité riche peut réduire les dommages causés par les changements climatiques.

Cercle vicieux : La surexploitation et la destruction des habitats provoquent la perte de biodiversité, tandis que les changements climatiques intensifient ce processus, créant un cercle vicieux accéléré.

Rôle des écosystèmes sains : Des écosystèmes sains peuvent réduire les dommages des changements climatiques, soulignant l'importance de préserver la biodiversité pour atténuer les impacts climatiques.

Séquestration du carbone : Certaines espèces, comme les éléphants de forêt, jouent un rôle clé dans la séquestration du carbone, contribuant ainsi à prévenir les changements climatiques.

Appel à l'action : L'article plaide pour une approche globale de l'action environnementale, reconnaissant l'urgence de traiter conjointement la perte de biodiversité et les changements climatiques.

Le GIEC, dans son dernier rapport a mis en évidence la nécessité d'atteindre un pic des émissions de GES d'ici 2025. Si ce pic n'est pas atteint, ...

✓ il sera toujours nécessaire de continuer nos efforts de réduction car chaque dizième de degré compte pour préserver des écosystèmes viables.

toute vie sur Terre s'éteindra immédiatement.

✓ le réchauffement de la Terre dépassera les 2 °C.

Selon le GIEC, la sobriété est l'une des options possibles pour faire face et s'adapter aux changements climatiques.

Vrai, c'est une option possible au côté d'autres options.

✓ Faux, c'est la seule option envisageable pour préserver des écosystèmes viables.

La perte de la biodiversité est uniquement causée par le changement climatique.

Faux, l'activité humaine est encore la première cause directe de perte de biodiversité.

Vrai, si nous limitons le changement climatique nous sauvons la biodiversité.

La biodiversité et le climat sont extrêmement liés mais restent trop souvent abordés de manière discrète. Pourquoi est-il nécessaire de mettre en avant les synergies entre ces deux enjeux ?

Des milieux naturels en bonne santé permettent de capter le carbone de l'atmosphère et ainsi limiter le changement climatique.

La préservation des écosystèmes naturels est la solution d'atténuation du changement climatique la plus efficace.

L'évolution des conditions climatiques dans les différentes zones géographiques perturbe les écosystèmes (flore et faune).

La compensation carbone par la plantation d'arbres est la meilleure manière de lutter contre le changement climatique.

L'excès de carbone dans l'atmosphère nuit à la santé des écosystèmes marins et terrestres.

Module 3

C1S1

empreinte écologique = outil sensibilisation planète en fonction mode de vie défini
COMES

risque de pénurie / importance économique → rarefaction

UNEP

transition systémique

économie de fonctionnalité satisfaction des besoins découplée de la consommation de ressources naturelles → nécessite une collaboration de tous les acteurs

Points clés :

Contexte : Après le franchissement officiel de la 5e limite planétaire en janvier 2022, une nouvelle étude confirme que la 6e limite, liée au cycle de l'eau douce, a été également dépassée.

Définition des limites planétaires : Établies en 2015, les limites planétaires définissent les frontières écologiques au-delà desquelles la durabilité environnementale est compromise, nécessitant des modifications dans les modes de production et de consommation.

Cycle de l'eau douce : La réévaluation a intégré l'"eau verte" (absorbée par les végétaux), montrant que la limite du cycle de l'eau douce a été franchie, avec des conséquences mondiales, notamment sur des régions comme l'Amazonie.

Impact mondial : La perte d'humidité du sol, liée aux changements climatiques et à la déforestation, menace la survie de l'Amazonie et peut conduire à une transformation en savane. Ce phénomène touche des écosystèmes partout dans le monde.

Solutions connues : Bien que des solutions existent depuis des décennies, leur mise en place tardive risque d'entraîner des conséquences irréversibles, soulignant l'urgence d'actions climatiques.

Appel à l'action : L'article appelle à un changement radical du système économique, soulignant que chaque jour d'inaction climatique accroît les risques de franchir d'autres limites planétaires. Les médias sont appelés à accorder une place urgente aux enjeux environnementaux.

Sortie des énergies fossiles : La transition hors des énergies fossiles est présentée comme la seule option respectant les engagements climatiques et crucial pour la survie de l'humanité.

Message final : Chaque limite planétaire franchie souligne l'urgence d'une action climatique immédiate, appelant les médias à accorder une couverture adéquate à ces enjeux cruciaux pour l'avenir de la planète.

Complétez les blancs.

L'épuisement des ressources naturelles est directement lié à nos modes de consommation basés sur une économie linéaire .

Actuellement, l'augmentation de la population mondiale a pour conséquence d'accroître les besoins en matières premières et donc la pression sur les ressources limitées de notre planète.

Faux

Vrai

Parmi les affirmations suivantes, laquelle est fausse ?

En 2022, nous avons franchi deux nouvelles limites planétaires, celle liée à la pollution chimique et celle liée au cycle de l'eau douce.

En 2022, nous avons consommé tout ce que la terre est en capacité de régénérer sur une année au 28 juillet 2022.

En 2022, nous avons franchi une nouvelle limite planétaire, celle liée à la pollution chimique.

C1S2

Points clés :

Impact de la pollution : Une étude publiée dans « The Lancet Planetary Health » indique que la pollution, provenant de l'air, de l'eau et des sols, est responsable de neuf millions de décès chaque année dans le monde.

Statut de la pollution : La pollution est le facteur de risque environnemental numéro un en termes de maladies et de décès prématurés, dépassant les morts cumulées du sida, de la tuberculose et du paludisme.

Stabilité des décès : Le nombre de décès attribuables à la pollution reste stable entre 2015 et 2019, mais les formes modernes de pollution (particules fines, pollution chimique) augmentent de 7% en quatre ans et de plus de 66% depuis 2000.

Répartition mondiale : Les pays à revenus faibles et moyens supportent plus de 90% des décès liés à la pollution, avec l'Asie du Sud, notamment l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, fortement touchée.

Facteurs prédominants : La pollution de l'air, constituant environ 75% des décès, est le principal facteur de risque. La pollution de l'eau et la pollution chimique contribuent également aux décès prématurés.

Appel à l'action : Les auteurs appellent à la création d'un groupe similaire au GIEC dédié à la pollution et soulignent la nécessité d'une réponse mondiale à cette menace globale.

Recommandations : La commission du Lancet recommande des actions mondiales contre la pollution, met en avant le lien entre pollution, changement climatique et perte de biodiversité, et souligne les bénéfices d'une stratégie pour endiguer la pollution générée par les énergies fossiles.

Points clés :

Impact sur les écosystèmes : Les polluants atmosphériques ont des impacts aigus ou chroniques sur les cultures et les écosystèmes, entraînant des nécroses, des ralentissements de croissance et des perturbations du rendement des cultures.

Altération des sols et cours d'eau : Les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre provoquent l'acidification des précipitations, altérant les sols et les cours d'eau, entraînant un déséquilibre écologique et un appauvrissement de la biodiversité.

Bio-indicateurs : Les lichens, le tabac, les abeilles, les animaux domestiques sont utilisés comme bio-indicateurs pour évaluer la qualité de l'environnement en indiquant la présence ou les effets des polluants.

Impact sur la faune : La pollution de l'air provoque le déclin de certaines populations pollinisateur, des difficultés de reproduction et de nutrition pour certaines espèces, modifiant la physiologie et les caractéristiques des organismes.

Altération des matériaux : La pollution atmosphérique contribue à l'altération des matériaux de construction, provoquant le noircissement et la détérioration des façades et statues en raison du dépôt de particules en suspension provenant de la combustion de divers carburants.

La pollution des milieux (eau, air et sols) est aujourd'hui essentiellement liée à deux sources d'origine humaine. Quelles sont-elles ?

- Pollution chimique issue des rejets industriels, des pesticides, des produits manufacturés de grande consommation.
- Pollution visuelle liée à l'installation d'éoliennes et de panneaux solaires dans les campagnes.
- Pollution aux particules fines, notamment due au secteur du transport.
- Pollution olfactive liée à la multiplication des usines de méthanisation.

Un décès sur six est attribuable à la pollution, ce qui en fait le premier facteur de risque environnemental en termes de maladies et de décès prématurés. Quelles sont les populations qui sont les plus touchées ?

Les populations des pays à faible ou moyen revenus.



Les populations des pays à haut revenus.



1/1



Le plastique est, pour la majorité, recyclé et réinjecté dans les chaînes de production dans une logique d'économie circulaire.

Faux, seuls 14 % des plastiques sont recyclés alors que 32 % atterrissent dans les cours d'eau et les océans.



Vrai, tous les plastiques sont recyclés et recyclables.



La pollution des milieux a un impact non seulement sur la santé humaine et mais également sur :

La faune.



La flore.



Le bâti.



C2S2

Points clés :

Reconnaissance de la sobriété : La sobriété est désormais intégrée dans les rapports des principales organisations telles que l'AIE, RTE, l'Ademe et le Giec, soulignant son importance pour atteindre la neutralité carbone.

Réduction des émissions : La sobriété peut contribuer à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre de 40 à 70 % d'ici 2050, selon les rapports de diverses organisations.

Changements de comportement : Les scénarios de sobriété impliquent des changements de comportement tels que la réduction de la consommation, des déplacements, et des émissions, ainsi que des ajustements dans la vie quotidienne.

Obstacles à la sobriété : Les résistances basées sur des décennies consuméristes et les préoccupations liées aux libertés individuelles sont des obstacles à la sobriété.

Justice sociale : La sobriété soulève des questions de justice sociale, notamment la nécessité de plafonds et de planchers pour assurer une transition équitable.

Économie et sobriété : L'Ademe affirme que la sobriété n'est pas synonyme de décroissance et que le choix de scénarios dépend davantage de priorités politiques que de considérations macroéconomiques.

Obsolescence programmée = technique, logiciel, esthétique

Fabricant, distributeur, Etat, consommateur

PB majeur = environnemental (déchet, transport) ; social (pauvre); culturel

Solution : consommation responsable, engagement des entreprises, etat législation

économie collaborative = optimiser la ressource → recyclage / masse critique

difficulté = business model

Pour faire face aux phénomènes de raréfaction des ressources naturelles et de pollution des milieux, la consommation et production durable suppose de :

- ✓ Réduire l'utilisation de ressources naturelles et de produits toxiques.
- ✓ Prendre en compte les besoins des générations futures.
- ✓ Répondre aux besoins vitaux.
- ✓ Améliorer la qualité de vie.

La notion de sobriété est désormais présentée par plusieurs acteurs institutionnels comme un levier d'action important pour atteindre la neutralité carbone et réduire notre impact sur les écosystèmes. Parmi les affirmations suivantes concernant la sobriété, lesquelles sont vraies ?

La sobriété n'est qu'une affaire de comportements individuels.

La sobriété va obligatoirement entraîner de la décroissance.

La sobriété est compatible avec la réindustrialisation de la France.

La sobriété entraînera forcément une perte importante de confort de vie.

La sobriété doit être accompagnée de justice sociale afin de ne pas pénaliser les ménages les plus pauvres.

Des nouveaux modèles économiques voient le jour pour réduire l'impact de l'activité humaine sur les écosystèmes. Trois modèles sont évoqués dans cette séance, quels sont-ils ?

Économie circulaire.

Économie de la fonctionnalité (vendre l'usage du produit plutôt que sa possession).

Économie collaborative.

Économie capitaliste.

Quels sont les avantages de l'économie collaborative ?

Réduire l'utilisation de matières premières nécessaires à la production de produits de consommation.

Créer des projets collaboratifs pour répondre aux enjeux de transition.

Collaborer avec les riverains pour créer des initiatives de territoire.

Réduire les intermédiaires.

Réduire l'utilisation d'énergie nécessaire à la production et l'acheminement des produits de consommation.

Créer une économie centrée sur l'humain plutôt que le profit.

C2S2

Points clés :

État des lieux en 2020 : En 2020, 79 % de l'empreinte carbone du numérique provient de la fabrication des équipements, 16 % des centres de données et 5 % des réseaux. La

fabrication des équipements est responsable de 80 % des émissions de gaz à effet de serre avant même leur utilisation.

Croissance prévue : Sans actions pour limiter la croissance de l'impact environnemental du numérique, son empreinte carbone pourrait tripler entre 2020 et 2050. La croissance des usages, soutenue par une augmentation des centres de données, est identifiée comme le principal moteur de cette hausse.

Conclusion et enjeux : Les scénarios de l'ADEME visant la neutralité carbone nécessitent des changements majeurs dans les sociétés, notamment en R&D, en évolution des produits et services, en modes de consommation et en pratiques des utilisateurs, fabricants, et opérateurs. L'étude souligne l'importance de la disponibilité et de la dépendance aux métaux stratégiques dans la fabrication des terminaux. La sobriété numérique, l'allongement de la durée de vie des équipements, l'écoconception, et l'amélioration de l'efficacité énergétique sont identifiés comme des leviers d'action clés pour réduire l'impact du numérique et atteindre les objectifs des accords de Paris d'ici 2050.

Points clés :

Smart City et Durabilité : La smart city intègre les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour surveiller et faciliter divers aspects de la vie urbaine, tels que l'organisation, l'énergie, les déplacements, etc. Elle vise à connecter la ville pour améliorer son fonctionnement et créer de nouveaux usages.

Développement Durable dans la Smart City : Les villes du futur ne sont pas simplement digitalisées, mais s'ancrent dans le développement durable. Des initiatives telles que la gestion différenciée des déchets, la mobilité douce, les smart grids pour la gestion de l'énergie, et des bâtiments plus verts avec des labels et des biomatériaux montrent comment la smart city intègre des pratiques durables.

Ville Verte : La smart city plus verte adopte des sources d'énergie renouvelables, favorise la co-production d'énergie avec les habitants, et s'appuie sur la nature, créant des espaces verts au cœur des zones urbaines. Ces éléments contribuent à lutter contre la pollution de l'air, atténuer les îlots de chaleur, réguler les températures, préserver la biodiversité, et gérer les ressources naturelles de manière durable.

Lien avec le Changement Climatique : La smart city verte contribue à atténuer les effets du changement climatique, en particulier en réduisant la sécheresse et en favorisant la résilience urbaine. La durabilité de la smart city est envisagée en harmonie avec les besoins fondamentaux de la population, tels que l'approvisionnement alimentaire local et l'accès sécurisé à l'eau.

Complétez les blancs.

L'empreinte carbone du secteur numérique est équivalente à celle du secteur de l'aviation. C'est la phase de **fabrication** qui est la plus néfaste pour l'environnement, ce qui invite à prolonger un maximum la durée de vie de nos équipements.

L'IT for Green consiste à utiliser les outils digitaux pour diminuer l'impact environnemental et sociétal des activités humaines. Quelles affirmations concernant le Green IT sont correctes ?

- L'IT for Green permet d'éviter la consommation de ressources.
- L'IT for Green permet le développement de nouvelles activités nécessaires à la transition, comme les énergies renouvelables par exemple.
- L'IT for Green permet de maximiser la rentabilité économique des outils numériques.
- L'IT for Green peut avoir un ROI environnemental positif si les principes du Green IT sont respectés.
- L'IT for Green permet d'optimiser l'utilisation de ressources.

Le Green IT consiste à intégrer la responsabilité sociétale dès la création d'un outil numérique. Il suppose de s'interroger sur :

- La création de valeur économique liée au produit.
- L'utilité du produit et de ses fonctionnalités.
- L'impact social et sociétal du produit.
- L'impact environnemental du produit.

La smart city est un exemple d'IT for Green qui vise à intégrer les nouvelles technologies digitales pour améliorer le quotidien des villes et l'ancrer dans le développement durable.

- Vrai
- Faux

Module 4

C1S1

industrialisation des systèmes alimentaires → surproduction
épuisement des ressources, redistribution inégale, malnutrition
l'offre construit la demande
politiques publiques / collectivités territoriales

Pourquoi le système alimentaire actuel ne peut-il pas être considéré comme durable ?

- Il épuise les ressources naturelles et dégrade les milieux naturels.
- Il n'arrive pas à supprimer l'insécurité alimentaire.
- Il a un impact négatif sur la santé des consommateurs et des consommatrices.
- Toutes les réponses ci-dessus.

Le système alimentaire actuel n'arrive pas à supprimer l'insécurité alimentaire car il ne produit pas assez de denrées alimentaires pour tout le monde.

- Faux, c'est le gaspillage de 1/3 de la production alimentaire et la mauvaise répartition des denrées produites qui est à l'origine de l'insécurité alimentaire.
- Vrai, nous devons produire de plus grandes quantités pour supprimer l'insécurité alimentaire.

Quels sont les principaux problèmes de l'agriculture française, rappelés par le professeur Marx Dufumier ?

- Elle fait trop de circuits courts, ce qui la coupe du marché mondial.
- Elle est excédentaire sur certains produits, notamment animaux, et déficitaire sur les protéines végétales.
- Elle ne bénéficie pas des aides européennes de la PAC.

Quelles actions individuelles vont dans le sens de la transition alimentaire ?

- Privilégier les protéines végétales aux protéines animales.
- Privilégier les circuits courts (peu d'intermédiaires).
- Privilégier les grandes surfaces.
- Privilégier l'agriculture biologique et/ou raisonnée.
- Privilégier les produits locaux et de saison.
- Toutes les propositions ci-dessus.

C1S2

Points clés :

Définition de l'Agriculture Durable : L'agriculture durable s'inscrit dans les principes du développement durable, cherchant à répondre aux besoins actuels sans compromettre ceux des générations futures. Elle repose sur les piliers du développement durable : viabilité économique, équité sociale, et santé écologique.

Alignment avec l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) : L'agriculture durable partage des valeurs communes avec l'Économie Sociale et Solidaire, souvent intégrant des formes juridiques liées à l'ESS pour une gouvernance démocratique et des principes de lucrativité limitée.

Différentes Formes d'Agriculture Responsable : L'article distingue entre différentes formes d'agriculture responsable, telles que l'agriculture raisonnée, l'agriculture biologique, et l'agroécologie. Il souligne que toutes ces formes ne relèvent pas nécessairement de l'agriculture durable, car cette dernière exige une approche systémique intégrant les dimensions économique, sociale et environnementale.

Nature Évolutive de l'Agriculture Durable : L'agriculture durable n'est pas définie par un label ou un cahier des charges précis, mais plutôt comme une démarche intégrant les trois piliers du développement durable. Certains projets d'agriculture biologique peuvent entrer dans le cadre de l'agriculture durable s'ils intègrent des dimensions humaines et sociales.

Courants de l'Agriculture Durable : L'article mentionne différents courants de l'agriculture durable, tels que l'agriculture paysanne, l'agroécologie, et la permaculture, chacun proposant des visions diverses et complémentaires. Ces courants visent à défendre la cause paysanne, à développer des modes de production respectueux de l'environnement, et à reproduire la diversité des écosystèmes naturels.

Triple bottom line : environnemental, économique, social

Commerce équitable → système d'échange internationale basé sur des relations commerciales

VS économie libérale basée sur le profit en dépit des pauvres agriculteurs
difficultés : social washing, concurrent moins chère(démarche prédatrices, sanction)

L'agriculture durable est un mode de production alternatif aux agricultures intensive et conventionnelle, qui vise à répondre aux les limites actuelles du système en proposant un fonctionnement alternatif reposant sur différents principes directeurs.

Parmi les réponses suivantes, à quoi correspond cette agriculture ?

Elle doit être certifiée par un Label spécifique.

Elle prend en compte les piliers du développement durable : économiquement viable, socialement équitable et écologiquement saine.

Elle vise à replacer la production agricole au coeur des principaux enjeux de la société.

Elle est identique à l'agriculture biologique.

Elle porte une vision sociale forte.

L'agriculture durable porte une vision holistique de ses impacts illustrée par le concept de Triple Bottom Line. Quels sont les impacts pris en compte par la Triple Bottom Line ?

Les impacts économiques, démocratiques et sociaux.

Les impacts économiques, écologiques, et démocratiques.

Les impacts démocratiques, écologiques et sociaux.

Les impacts économiques, écologiques, et sociaux.

La transition alimentaire vise à sortir du système alimentaire actuel. Quelles sont les actions clé pour parvenir à une agriculture plus durable ?

Structuration de filières durables, industrialisation des exploitations et mondialisation des échanges.

Structuration de filières durables, industrialisation des exploitations et appropriation de nouvelles technologies.

Structuration de filières durables, Mobilisation des approches de l'économie circulaire et appropriation de nouvelles technologies.

De nouveaux modèles économiques voient le jour pour transformer le secteur agro-alimentaire comme le commerce équitable. Sur quoi repose le commerce équitable ?

Un système d'échange qui encourage l'équité entre les femmes et les hommes.

Un système d'échange basé sur l'éthique du travail.

Un système d'échange national ou international basé sur une rémunération plus juste.

C2S1

One Health, un principe simple, selon lequel la protection de la santé de l'Homme passe par celle de l'animal et de leurs interactions avec l'environnement.

Points clés :

Définition du One Health : Le concept One Health, ou « une seule santé », aborde la santé en considérant les liens entre la santé des animaux, celle des humains et leur environnement. Il vise à protéger la santé humaine en reconnaissant l'interconnexion entre ces trois dimensions.

Origines du Concept : Le One Health a émergé dans les années 2000 en réponse à la mondialisation des échanges et à l'augmentation des maladies infectieuses. Il repose sur l'idée que la protection de la santé humaine dépend étroitement de celle des animaux et de leurs interactions avec l'environnement.

Interconnexion des Santés : Des exemples concrets soulignent l'interconnexion des différentes dimensions de la santé. Par exemple, l'utilisation d'antibiotiques chez les animaux d'élevage peut entraîner des résistances transmissibles aux bactéries dans le microbiote humain. De même, l'utilisation d'insecticides peut contaminer l'environnement, affectant les sols, les eaux et exposant les humains à des molécules néfastes.

Solutions et Approche Interdisciplinaire : Face à la complexité des liens entre la santé des animaux, des humains et de l'environnement, les scientifiques d'INRAE adoptent une approche interdisciplinaire. Ils repensent le système dans son intégralité en expérimentant de nouveaux systèmes respectueux de toutes les dimensions de la santé, une vision élargie appelée désormais Eco Health.

Liens Confirmés : L'expertise confirme les liens entre exposition professionnelle aux pesticides et diverses maladies chroniques.

Impacts sur les Enfants : Les enfants des personnes exposées sont vulnérables, avec des risques accrus de diverses maladies.

Endométriose à l'Étude : Une attention particulière est portée à l'endométriose, avec des mécanismes biologiques explorés.

Persistances des Substances : Malgré des interdictions, certaines substances persistantes dans l'environnement continuent d'exposer la population.

Préoccupation Publique : L'étude souligne la préoccupation croissante du public face au niveau généralisé d'exposition aux pesticides.

Lien Confirmé : La perte de biodiversité accroît le risque de zoonoses, constat soutenu par un consensus au sein de la communauté scientifique. L'augmentation des contacts entre humains et faune sauvage est un facteur majeur.

Impacts sur la Santé Humaine : Depuis 50 ans, le nombre d'épidémies chez les humains a augmenté, avec deux à trois nouveaux agents infectieux émergents par an. Les enfants des personnes exposées sont également vulnérables.

Covid-19 et Contexte Chinois : Bien que des connaissances spécifiques sur le Covid-19 soient en cours, des constats antérieurs soulignent des atteintes à la biodiversité en Chine, notamment la déforestation et ses impacts sur des espèces comme les chauves-souris.

Mesures de Prévention : Pour éviter que les zoonoses ne déclenchent des pandémies, la préservation de l'environnement, la réduction des perturbations des espèces non-humaines, et l'application de gestes barrières sont recommandées.

Aires Protégées : Le développement d'aires protégées est préconisé pour préserver les habitats de la faune sauvage, limitant la déforestation et les contacts avec les humains. Le dialogue avec les populations locales est souligné.

Réduction des Pressions de Consommation : Pour une protection durable de la biodiversité, notamment dans les pays du sud, il est crucial de réduire significativement les pressions de consommation, notamment liées à la déforestation importée.

Complétez les blancs.

La protection de la santé humaine passe par celle de l'animal et des interactions avec l'environnement, ce concept est traduit par la notion de One Health✓ ?

Depuis 2010, le nombre de décès imputables à une mauvaise alimentation (malnutrition ou sous-nutrition) :

est resté stable.

✓ est en augmentation.

a diminué.

Complétez les blancs.

Le système alimentaire actuel a également des effets indirects sur notre santé selon l'INSERM. Dans son dernier rapport de 2021, c'est l'utilisation de pesticides qui est mise en cause dans l'apparition de nombreuses maladies chroniques, chez les professionnels et chez les riverains des exploitations agricoles.

Dans la logique du concept de One Health, les zoonoses sont des maladies qui se transmettent des animaux à l'homme. Alors qu'elles ne cessent d'augmenter depuis quelques années, qu'est-ce qui pourrait nous protéger de la multiplication de ces infections ?

Enfermer toutes les espèces en élevage.

✓ Favoriser une biodiversité animale riche avec des patrimoines génétiques diversifiés.

Éradiquer les espèces sauvages.

✓ Agir contre le réchauffement climatique.

✓ Limiter les interactions entre humains et espèces à risques induites par la déforestation et l'artification des sols.

C2S2

Gouvernance mondiale → OMS négociations / mandat normatif / rôle + important de veille et de réponse

L'article explore ces enjeux en se basant sur plusieurs principes éthiques.

Humanité : La crise a exacerbé les inégalités, tant au niveau national qu'international. L'appel à l'humanité est couplé à la réalisation que la sécurité de chacun dépend de celle de tous, incitant les États riches à partager leurs ressources.

Autonomie : La crise pousse à reconstruire l'autonomie des pays dans la prise de décisions, en particulier lorsqu'elles peuvent avoir un impact mondial. Les débats actuels sur la rédaction d'un traité international ou le renforcement du Règlement sanitaire international soulignent la complexité de ces questions.

Justice : La distribution inégale des ressources entre les pays, en particulier l'accès aux vaccins, soulève des préoccupations de justice. La santé mondiale doit éviter que les

puissants ne monopolisent les ressources, compromettant ainsi les besoins du plus grand nombre.

Égalité : L'article interroge la possibilité de construire une nouvelle éthique des rapports Nord/Sud dans le contexte de la santé mondiale. Il appelle à "décoloniser la santé mondiale" et à repenser les logiques de coopération internationale pour plus d'égalité.

Non-malfaisance : La crise a engendré des effets collatéraux sur d'autres aspects de la santé et de la société. L'article souligne la difficulté d'évaluer la surexposition à des risques au nom de la sécurité sanitaire mondiale.

Transparence : La transparence dans la prise de décisions et la diffusion rapide des données sanitaires sont essentielles. La nécessité de rendre transparentes les décisions liées aux médicaments est également soulignée.

Démocratie : La complexité de la santé mondiale nécessite la participation de divers acteurs, mais pose également des questions sur la représentation et la participation démocratiques au niveau mondial. La démocratie sanitaire doit être repensée à l'échelle globale.

Gouvernance Intersectorielle :

Les dirigeants quadripartites appellent instamment tous les pays et parties prenantes clés à accorder la priorité à l'approche « Une Seule Santé » dans l'agenda politique international. L'objectif est de promouvoir une gouvernance intersectorielle renforcée de la santé.

L'approche « Une Seule Santé » doit guider les mécanismes mondiaux, y compris le nouvel instrument de lutte contre la pandémie et le fonds de lutte contre la pandémie, pour renforcer la prévention, la préparation, et l'intervention pandémique.

Sur le plan sanitaire, l'interdépendance entre les pays est très forte car les problèmes sanitaires dépassent largement les frontières.

Vrai



Faux



Afin de répondre aux crises sanitaires actuelles et futures, nous avons besoin de mettre en place une Gouvernance globale de la santé. Cette gouvernance devra impliquer les acteurs suivants :

Les experts scientifiques internationaux et les entreprises.



Les gouvernements uniquement.



Les hôpitaux publics et les universités.



Les ONG, les Etats, les fondations, les acteurs privés et publics de la santé.



Plusieurs principes fondamentaux posés à l'échelle nationale doivent désormais être déclinés à l'international afin de guider les décisions de "santé mondiale". Quels sont ces principes éthiques ?

- Transparency
- Humanité
- Non malversation
- Démocratie
- Autonomie
- Justice
- Egalité

Qu'a prouvé la gestion internationale de l'épidémie de Sida ?

- Qu'une gestion mondiale et organisée permet de réaliser des progrès importants notamment sur l'accès au soins.
- Que l'innovation et la technique sont capables d'éradiquer complètement une maladie mortelle.

MODULE 5

C1S1

Conclusion : Se recentrer sur les questions essentielles

L'auteur plaide pour un recentrage des débats de la transition énergétique sur des questions cruciales telles que les transports, l'efficacité énergétique des bâtiments, et les énergies renouvelables non-électriques, au lieu de se concentrer principalement sur le nucléaire et les énergies renouvelables électriques.

La sobriété énergétique est présentée comme la première priorité, soulignant que réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre sans réduire massivement la consommation énergétique est un mythe. L'auteur appelle à définir des pistes et partager les efforts de sobriété, soulignant que la transition écologique doit être pratiquée avec une réduction des inégalités et une justice sociale.

En conclusion, le texte encourage la mise en place d'un débat de société ouvert, transparent et impartial, loin de la simple "concertation". Il souligne la nécessité d'associer des espaces de délibération et de négociation pour agir comme un ferment démocratique, soulignant l'importance de la démocratie dans la cohésion du pays. Enfin, il appelle à développer des investissements d'efficacité "matières" au niveau européen, notamment dans le recyclage des métaux, et à engager des processus d'évaluation et de négociation pour les grandes transitions.

Sur quoi la vidéo "Combien d'énergie faut-il pour griller une tranche de pain" met-elle l'accent ?

- Sur la déconnection qui peut exister dans les mentalités entre nos comportements quotidiens et la quantité d'énergie nécessaire pour les alimenter.
- Sur la composition d'un petit déjeuner équilibré.
- Sur le faible niveau d'endurance des champions Olympiques.

L'électricité ne représente qu'une petite partie de la question énergétique et écologique.

- Faux, si vous arrivons à produire de l'énergie faiblement carbonée nous aurons réussi à préserver des écosystèmes naturels viables. C'est pour cette raison que le nucléaire est la solution la plus crédible pour le développement durable à moyen et long terme.
- Vrai, l'électricité ne représente que 25% de l'énergie que nous consommons et compte pour moins de 10% des émissions de GES en France.

En France, quelles sont les deux plus grosses sources d' émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie ?

- Les bâtiments.
- Le numérique.
- Les transports.
- L'électricité.
- La culture.

Pour continuer à répondre à nos besoins énergie tout en décarbonnant cette industrie nous devons en priorité nous tourner vers plus de :

- Finance "verte" : pour investir dans des solutions locales de production d'énergie.
- Sobriété : avec des efforts à réaliser répartis équitablement au sein de la population et des différents acteurs concernés.
- Énergies renouvelables : afin de remplacer 100% de l'énergie produite actuellement dans le monde.

C1S2

28% GES les transports

15% à 40% moins de GES voiture électrique vs classique

a voiture demeure le mode de transport privilégié en France : Selon une enquête de l'Insee, la voiture représente 63% des trajets quotidiens, devançant largement la marche, les transports en commun et le vélo.

Augmentation des kilomètres parcourus en voiture : Bien que l'utilisation de la voiture ait légèrement diminué, le nombre de kilomètres parcourus en voiture a augmenté de 9% entre 2008 et 2019.

Remise en question de l'idée selon laquelle la voiture est l'apanage des ménages modestes : Contrairement à une idée répandue, l'étude de l'Insee montre que ce sont les plus riches qui se déplacent principalement en voiture, avec un taux pouvant atteindre 70% parmi les populations les plus aisées.

Remise en question des stéréotypes sur le vélo : L'étude suggère que le vélo n'est pas uniquement réservé aux bobos et aux urbains, mais est surtout pratiqué par les cadres et les professions intellectuelles supérieures. La part du vélo ne varie pas considérablement en fonction de la taille de la ville.

Évolution des déplacements à vélo à Paris pendant la pandémie : Les données de l'Insee s'arrêtent en 2019, mais le texte mentionne l'essor des "coronapistes" pendant la pandémie, avec une augmentation des déplacements à vélo à Paris.

Le vélo comme solution idéale pour les trajets courts : Avec 41% des trajets quotidiens faisant moins de cinq kilomètres, le texte suggère que le vélo pourrait être une solution idéale pour remplacer la voiture, soulignant à la fois des avantages environnementaux et économiques.

Incitation au changement vers des mobilités plus propres : En raison de la hausse des prix à la pompe, le texte encourage le changement vers des véhicules moins émetteurs et suggère que c'est le moment opportun pour accompagner les ménages vers ces alternatives.

L'hydrogène propre est considéré comme une solution clé pour atteindre la neutralité carbone dans la mobilité en Europe.

L'hydrogène, abondant et composant de l'eau, est utilisé dans des piles à combustible pour propulser divers moyens de transport.

La production actuelle d'hydrogène à partir d'hydrocarbures pose des défis en termes d'émissions de CO₂.

Les États européens visent à promouvoir l'hydrogène vert, produit par électrolyse avec de l'électricité renouvelable.

L'utilisation de l'hydrogène dans les transports est envisagée pour les trajets de longue distance et les transports lourds.

Les trains à hydrogène pourraient être déployés en Allemagne dès 2022, avec des investissements massifs dans les infrastructures.

L'hydrogène est moins compétitif pour les trajets courts par rapport aux véhicules électriques, mais peut être adapté aux trajets de longue distance.

Le développement de l'hydrogène vert nécessite des investissements importants et des incitations financières.

L'Allemagne et la France ont annoncé des plans ambitieux pour développer l'hydrogène et réduire les émissions de CO₂.

Onze sociétés européennes planifient la création d'un réseau de gazoducs à hydrogène de près de 23 000 km d'ici à 2040.

L'utilisation de la voiture individuelle reste majoritaire en zone rurale car :

- Les alternatives de transport en commun sont faiblement développées.
- Les infrastructures ne permettent pas des déplacements à pied ou à vélo sécurisés.
- Les ménages les plus pauvres sont en zone rurale et ce sont eux qui utilisent le plus la voiture.

En France, en 2019, quelle part de la population utilise le plus la voiture pour les trajets quotidiens ?

- Les 10% les plus riches.
- Les 10% les plus pauvres.

Complétez les blancs.

Les politiques publiques liées au transport doivent intégrer les questions d'équité sociale car la question des transports est intimement liée aux revenus des ménages.

Quels sont les freins qui existent aujourd'hui pour faire de l'hydrogène, l'énergie du futur pour les transports ?

- La non acceptabilité sociale de rouler sans émettre de Gaz à Effet de Serre et de particules fines.
- Sans fixation d'un coût lié aux émissions carbone, les investissements dans l'hydrogène vert ne sont pas rentables.
- L'hydrogène est encore largement produit à partir d'énergies fossiles.
- L'hydrogène n'est pas compétitif sur les trajets les plus courts, car il y a une perte de rendement de l'ordre de 65% de l'énergie déployée pour le fabriquer et l'utiliser.
- Il faudra au moins 10 ans pour mettre en place les infrastructures nécessaires au déploiement large du moteur à hydrogène.

BOP = Bottom of the pyramid

5 modes de traitement des clients pauvres

3 besoins = prix adapté / accès facilité et non pénalisant / accompagnement personnalisé

3 modes de traitement réduire la pauvreté = Low-cost / Inclusif / Capabilisant

2 modes de traitement à impact négatif = Indifférent / Pénalisant (double peine)

actions conjointes des pouvoirs publics et des entreprises

C2S1

Points à retenir :

1. L'agriculture représente environ 70% de la consommation annuelle d'eau douce, avec des pratiques industrielles ayant des conséquences néfastes sur les ressources en eau.
2. La construction de grands barrages et le pompage des nappes souterraines résultent de l'agriculture irriguée et intensive, créant des inégalités d'accès à l'eau.
3. L'accès à l'eau est défini comme une quantité suffisante d'eau potable, avec des inégalités marquées entre zones urbaines et rurales.
4. En 2019, environ 2,2 milliards de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable, et ce chiffre monte à 3,3 milliards en tenant compte des accès limités.
5. Le stress hydrique concerne 17 pays, et on estime que la moitié de la population mondiale sera touchée d'ici 2025, avec des facteurs tels que les conflits, la démographie, l'urbanisation, et le changement climatique.
6. L'eau insalubre contribue à la sous-nutrition, en particulier chez les enfants, créant un cercle vicieux de santé affaiblie.
7. La crise climatique entraîne une rareté croissante de l'eau, avec des effets sur la biodiversité, la fonte des glaciers, la montée des eaux, les sécheresses, et les catastrophes naturelles.

Points à retenir :

1. Au 1er juillet 2023, 68% des nappes phréatiques françaises sont en dessous des normales de saison, avec 20% présentant des niveaux "très bas".
2. La sécheresse de l'été 2022 et la sécheresse hivernale n'ont pas permis de recharger adéquatement les nappes phréatiques.
3. Les régions du bassin parisien, du couloir rhodanien, et de l'ouest du pourtour méditerranéen sont particulièrement touchées.
4. Le plan "eau" prévoit des mesures de sobriété, y compris un "Ecowatt de l'eau" pour suivre la consommation, des efforts de sobriété pour les industriels, la lutte contre les fuites, et la réutilisation des eaux usées.
5. Une tarification progressive de l'eau est envisagée d'ici la fin de l'année.

Points à retenir :

1. Un rapport de l'ONU explore diverses ressources d'eau non conventionnelles et les technologies associées pour faire face au manque d'eau dans le monde.
2. Les chercheurs critiquent l'absence de hiérarchie entre les techniques, allant des méthodes traditionnelles aux idées plus fantastiques, et soulignent le manque de considération pour les enjeux fondamentaux de l'eau.
3. La désalinisation de l'eau de mer est critiquée en raison de son impact énergétique et environnemental, et l'urgence d'appliquer des solutions techniques sans débat démocratique est remise en question.
4. Certains estiment que le rapport présente des solutions "miracles" sans tenir compte de la réalité, soulignant la nécessité d'une approche plus équilibrée face à la demande mondiale croissante en eau.

L'accès à l'eau salubre est fondamentale pour de nombreuses activités humaines et en particulier l'agriculture. Quelles sont les conséquences d'un manque d'accès à l'eau salubre et potable pour les populations ?

La sous-nutrition.



Les malformations du cerveau.



Le risque d'obésité.



Les maladies diarrhéiques.



L'accès à l'eau potable est un droit fondamental et pourtant aujourd'hui en France, l'accès à l'eau :

est en accès libre et gratuit pour chaque citoyenne et citoyen français.



n'est pas acquis pour toutes et tous et plusieurs millions de personnes n'ont pas d'eau de qualité suffisante pour la consommation.



est présent au sein de chaque foyer.



L'augmentation du nombre de catastrophes naturelles comme les tempêtes, les cyclones ou les inondations mais aussi les canicules et sécheresses liées au dérèglement climatique a déjà pour effet la dégradation de la qualité de l'eau et donc la réduction de l'accès à l'eau salubre.

✓ Vrai



Faux



Les techniques proposées par l'ONU de désalinisation de l'eau de mer et de déclenchement de pluie grâce à des nuages en iodure d'argent, sont-elles des solutions envisageables pour faire face au manque d'eau ?

Oui, c'est ce que prévoit l'ONU et ce sont des solutions techniques efficaces.



✓ Non, les limites en termes de coûts énergétiques et d'impacts environnementaux sont trop élevées et la meilleure solution reste la sobriété dans l'utilisation de cette ressource rare.



C2S2

Ville résiliente = air respirable / accès énergie efficace et verte / transport adaptés / infrastructure électrique performante inclusion de tous les habitants

Smart city → devenir plus durable

¼ de l'humanité n'a pas accès à l'électricité

solutions : étendre le réseau / mini réseaux (coûteux) / individuelles (lampes solaires = d.light)

Points clés :

- 3,3 millions de foyers français vivent dans des passoires thermiques, avec une mauvaise isolation thermique entraînant des coûts énergétiques élevés.
- La France est classée 10e en Europe pour la précarité énergétique liée aux logements et 11e pour la vulnérabilité énergétique liée aux transports.
- La précarité énergétique, exacerbée par la crise climatique, touche principalement les plus pauvres, avec 30 % des Français renonçant au chauffage pour éviter des factures élevées.
- Le gouvernement vise à réduire le taux de précarité énergétique de 11,6 % à 9,5 % d'ici 2028 avec un plan de rénovation énergétique des bâtiments.
- L'étalement urbain a renforcé la dépendance à la voiture, touchant 2,7 millions de foyers, selon le rapport.
- Une proposition de loi au Sénat propose de faire de l'accès à l'énergie un droit fondamental et d'appliquer des mesures de soutien aux ménages précaires.

La transition énergétique ne recouvre que des aspects environnementaux liés à l'impact de la production d'énergie sur l'environnement et le climat.

Faux, elle concerne également l'inclusion de l'ensembles individus dans l'accès à l'énergie.



Vrai, c'est la seule priorité.



Complétez les blancs.

La ville est un acteur majeur de la transition énergétique et l'utilisation des nouvelles technologies pour le développement des **smart cities** ✓ permet d'effectuer de réelles économies en matière d'énergie.

En zone rurale, il est plus intéressant de développer :

des solutions locales permettent d'électrifier les zones isolées en se basant sur les ressources, les compétences et les besoins présents sur le territoire.



des solutions permettant à chaque localité de se rattacher au réseau national de fourniture d'énergie.

Drag and Drop

Précarité énergétique

Situation d'un ménage dont les revenus sont inférieurs à 4,5% de ses revenus à l'achat de carburant et d'électricité. Les conditions d'habitat ne lui permettent pas de faire face aux dépenses nécessaires pour des déplacements jugés contraints. Il n'a pas les moyens de satisfaire à ses besoins en chauffage, en eau chaude.



C2S2

Cependant, le nombre de médecins n'est pas toujours synonyme de qualité des soins, et il est essentiel de considérer la géographie de l'implantation des praticiens, l'accessibilité aux soins dans les zones rurales, la disponibilité de médicaments abordables et de spécialistes pour les maladies graves pour comprendre pleinement les inégalités d'accès aux soins.

Points à retenir :

- Les inégalités territoriales d'accès aux soins se creusent en France.
- La diminution du nombre de médecins, due au vieillissement des praticiens et au numerus clausus insuffisant, contribue à cette problématique.
- Les patients rencontrent des difficultés pour trouver un médecin traitant et font face à des délais d'attente prolongés.
- Un rapport sénatorial de mars 2022 indique que 30,2% de la population vit dans des déserts médicaux, avec une proportion plus élevée en Île-de-France.
- Une stratégie est proposée pour rétablir l'équité territoriale en matière d'accès aux soins.

L'accès aux soins dans le monde est très inégalement réparti. Quelles sont les conséquences de ces disparités dans les pays les plus pauvres ?

Les épidémies sont plus fréquentes.



Les maladies les atteignent peu car leur système immunitaire est naturellement plus résistant.



Le taux de mortalité infantile est plus élevé.



L'espérance de vie est moins longue.



Les populations se soignent de manière efficace avec des produits naturels.



En France, des inégalités d'accès aux soins existent également, notamment en matière territoriale. On appelle ces zones géographiques à faible présence médicale des :

déserts médicaux.



zones de santé reculées.



zones à densité médicale faible.



Complétez les blancs.

Les populations qui sont le plus souvent déscolarisées ou non-apprenantes sont les populations les plus précaires (faibles revenus, filles, en situation de handicap, issus de minorités ethniques, en zone rurale).

Quelles sont les conséquences du non accès à une éducation de qualité ?

- ✓ Diminue la possibilité pour les personnes de prendre des décisions pour elles-mêmes.
- ✓ Diminue l'espérance de vie en bonne santé.
- Augmentation des indemnités retraites grâce à une période de cotisation plus importante.
- Augmentation de la qualité de vie du fait d'un temps de loisirs plus important.
- ✓ Diminue la capacité à gagner un revenu décent et obtenir un emploi.

Module 6

Egalité des chances
fédérer l'écosystème
travails à 3 niveaux = partage sensibilisation programme à fort impact
recherche-action → transformation de la société

Points à retenir :

1. "Les Héritiers", co-écrit par Bourdieu et Passeron en 1964, reste pertinent pour comprendre l'inégalité sociale dans l'éducation.
2. L'inégalité devant l'école ne se limite pas aux ressources économiques, mais est également liée à des aspects sociaux, tels que l'"héritage culturel".
3. Les élèves favorisés par leur milieu familial ont un avantage dans le système éducatif en raison de leur capital culturel.
4. La crise du COVID-19 a mis en évidence comment les inégalités sociales influent sur la compréhension des cours, soulignant l'importance des "implicites culturels".
5. Les critiques méthodologiques de l'ouvrage n'ont pas diminué son impact, et il demeure une référence sur l'inégalité sociale dans l'éducation.
6. Malgré les réformes, l'accès à l'enseignement supérieur demeure inégal, avec une sélectivité croissante accentuée par la Loi ORE.
7. Les statistiques montrent que l'origine sociale continue d'influencer l'accès et la réussite dans l'enseignement supérieur, confirmant les thèses de Bourdieu et Passeron.

Points à retenir :

1. En 2020, 160 millions d'enfants étaient forcés de travailler, marquant la première augmentation en deux décennies.
2. La pandémie de Covid-19 pourrait aggraver la situation, avec des projections indiquant jusqu'à 46 millions d'enfants supplémentaires contraints au travail d'ici fin 2022.
3. La moitié des enfants au travail ont entre 5 et 11 ans, et 97 millions d'entre eux sont des garçons.
4. La crise économique mondiale a contribué à cette hausse, inversant la tendance à la baisse observée entre 2000 et 2016.
5. L'Afrique subsaharienne a enregistré la plus forte augmentation du travail des enfants, avec 16,6 millions de plus qu'en 2016.
6. Les enfants exerçant des travaux dangereux ont augmenté, atteignant 79 millions en 2020, soit 6,5 millions de plus qu'en 2016.
7. Le rapport appelle à des mesures urgentes pour briser le cycle de la pauvreté et du travail des enfants.

Depuis le début de la pandémie de COVID 19, le travail forcé des enfants est en progression pour la première fois depuis 20 ans.

✓ Vrai.



Faux, le travail forcé des enfants continue à diminuer.



La France n'est pas exemplaire sur la question de l'égalité des chances puisqu'aujourd'hui encore la mobilité sociale y est extrêmement faible. A quoi renvoie le concept de "mobilité sociale" ?

La mobilité des salariés d'entreprises sociales entre les différents territoires.



L'accès au service publics et à l'aide sociale.



✓ Le changement de statut social d'individus ou de groupes sociaux.



La capacité des plus pauvres à pouvoir se déplacer pour trouver un emploi.



L'orientation et la réussite académique ainsi que l'insertion professionnelle sont influencées par des biais cognitifs. De quelle nature sont-ils ?

- Biais de comportement.
- ✓ Biais culturels.
- ✓ Biais ethniques.
- ✓ Biais sociaux.
- Biais de jugement.
- ✓ Biais économiques.

Complétez les blancs.

Selon Bourdieu et Passeron, les inégalités devant l'école relèvent de l'acquisition préalable des contenus et formes scolaires par les enfants issus de milieux favorisés. Ce privilège dans leur rapport à l'école est la conséquence d'une transmission implicite, dans leur héritage culturel ✓, de codes exigés et valorisés par le système scolaire.

C1S2

IAE insertion par l'activité économique

Entreprise tremplin = support de réinsertion / appui professionnelle
Joint-Venture vocation sociale → alliance entre entreprise et association

Qu'est-ce que l'insertion par l'activité économique ?

- Un dispositif qui permet à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle.
- Un dispositif exclusivement déployé dans les centres pénitentiaires qui vise à la réinsertion sociale des détenus via une formation professionnelle et un contrat de travail.
- Un dispositif qui s'adresse exclusivement aux jeunes mineurs pour leur permettre de reprendre une formation grâce à un contrat d'apprentissage et vise ainsi leur insertion professionnelle.

Que permet l'IAE aux bénéficiaires, en plus d'être orienté vers un emploi durable ?

- L'IAE met en place des garderies permettant aux salarié.e.s de faire garder leur enfant, à proximité de leur lieu de travail.
- Cela permet aux salarié.e.s de bénéficier également d'un accompagnement spécifique et individualisé pour résoudre leurs difficultés plus personnelles (problématiques de logement, de mobilité, de santé...).
- Cela permet aux salarié.e.s d'avoir plus de congés payés et d'obtenir des avantages extra professionnels.

Thibaut Guilly, ex Directeur Général du Groupe ARES, évoque un type d'entreprises qui permet à des personnes écartées de l'emploi de profiter d'un soutien pour leur réinsertion. Comment nomme-t-il ces entreprises ?

- Des entreprises "coup de pouce".
- Des entreprises "levier".
- Des entreprises "tremplin".
- Des entreprises "sociales".

Pour répondre à la pandémie de Covid 19, des mesures de protection sociale à court terme ont été mises en place par les gouvernements du monde entier. Qu'en est-il aujourd'hui ?

- Malgré ces initiatives, plusieurs millions de personnes n'ont toujours pas accès à une protection sociale.
- Ces initiatives ont permis de couvrir tous les citoyens des pays qui ont participé à ces mesures.

Points à retenir :

1. Les entreprises de 50 salarié.e.s et plus doivent conclure un accord sur l'égalité professionnelle, impliquant un diagnostic, une stratégie d'action, une négociation d'accord, et la promotion continue des actions pour l'égalité.
2. Les entreprises jusqu'à 49 salarié.e.s ne sont pas obligées de conclure un accord, mais toutes les entreprises doivent prendre en compte les objectifs d'égalité et mettre en place des mesures pour les atteindre.
3. Les mesures temporaires en faveur des femmes peuvent être prises pour établir l'égalité des chances, couvrant le recrutement, la formation, la promotion, l'organisation du travail, et les conditions de travail.
4. L'évaluation des risques doit considérer l'impact différencié en fonction du sexe, et les employeurs doivent mettre en œuvre des actions de prévention pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs.

Points à retenir :

1. Le droit exige l'égalité de rémunération pour un même travail ou un travail de valeur égale entre les femmes et les hommes.
2. Les actions judiciaires sont entreprises en cas de refus persistant de l'employeur d'assurer cette égalité.
3. Des arguments tels que la différence de diplôme ne justifient pas une inégalité salariale, selon la jurisprudence.
4. Le dialogue social, y compris la négociation collective, est un levier pour promouvoir l'égalité, mais les accords peuvent être décevants sans un diagnostic partagé de la situation des femmes dans l'entreprise.
5. Les outils imposés par la loi, comme la BDESE et l'index, ne garantissent pas toujours un diagnostic complet de l'égalité salariale dans l'entreprise.

Parmi les propositions suivantes, lesquelles sont vraies concernant la situation des femmes dans le monde aujourd'hui ?

✓ 1 femme sur 3 a été victime de violence physique et/ou sexuelle au moins une fois dans sa vie depuis l'Âge de 15 ans.

Les femmes sont en minorité dans les études de médecine, odontologie et pharmacie.

✓ les femmes consacrent environ 2,5 fois plus d'heures que les hommes aux tâches domestiques et soins non rémunérés.

✓ Plus d'1 mère sur 3 de famille monoparentale vit sous le seuil de pauvreté.

Le pourcentage de femmes cadres n'a pas augmenté depuis les 20 dernières années.

Grâce aux obligations légales qui incombent aux entreprises en termes d'égalité professionnelle, et notamment à la règle « à travail de valeur égale, rémunération égale », il n'existe plus d'écart de salaire entre les Femmes et les Hommes à niveau de responsabilité équivalent.

Vrai, l'égalité salariale est acquise mais il reste de nombreux combat à mener pour que l'égalité entre les Femmes et les Hommes soit achevée.

✓ Faux, les inégalités salariales persistent et l'écart en 2019 était encore de 22%.

Laquelle de ces affirmations est vraie?

Les Femmes sont plus nombreuses à être en activité à temps plein que les Hommes.

✓ Les Femmes sont plus nombreuses à l'obtention des diplômes du supérieur que les Hommes.

Les Femmes sont plus nombreuses à être élues maire.e.sse d'une ville que les Hommes.

Les Femmes sont plus nombreuses aux postes de cadres en entreprise que les Hommes.

Les Femmes sont plus nombreuses dans les formations d'ingénieur.e.s que les Hommes.

Les inégalités de revenu impactent durablement la situation économique des Femmes. Lesquelles de ces conséquences sont vraies ?

✓ 36% des mères de familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté contre 15% dans l'ensemble de la population.

l'espérance de vie des femmes est plus faible que celle des hommes.

✓ Les pensions de retraites des retraitées sont inférieur de 24% à celle des retraités.

les hommes sont plus nombreux à être pris en charge par des institution pour le grand âge que les femmes.

C2S1

OIT = organisation internationale du travail

travail forcé = consentement / contrainte / isolement / liberté de mouvement

Voici les points clés de l'article :

1. Les députés européens ont largement approuvé la directive imposant aux grandes entreprises de respecter les droits humains et environnementaux sur l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement.
2. La directive concerne les entreprises de plus de 250 salariés, avec un chiffre d'affaires de plus de 40 millions d'euros en Europe et 150 millions à l'international.
3. Les entreprises seront tenues de garantir le respect des droits sociaux et environnementaux dans leurs filiales, sous-traitants et partenaires commerciaux.
4. Le texte crée un droit d'accès à la justice pour les victimes de dommages causés dans la chaîne de valeur des entreprises, avec des amendes pouvant atteindre 5% du chiffre d'affaires.
5. Les eurodéputés estiment que cette directive constitue une "révolution juridique" en comblant une faille dans le système juridique européen.
6. Malgré un intense lobbying de la part des organisations professionnelles, la plupart des amendements visant à affaiblir le texte ont été rejetés.
7. La directive doit encore passer par un processus de trilogue entre le Parlement, la Commission et le Conseil européen pour parvenir à un compromis final.

Les entreprises ne sont pas concernées par les enjeux de transition sociales, sociétales et environnementales.

Faux, tous les acteurs économiques, étatiques, non gouvernementaux et issus de la société civile sont concernés par les enjeux de transition.



Vrai, c'est aux gouvernements de s'emparer de ces enjeux.



La responsabilité de l'entreprise concerne :

Ses activités propres.



Toute sa chaîne de valeur.



Ses actionnaires.



Qu'est-ce que la RSE implique pour une entreprise ?

- Prendre des mesures concrètes qui permettent de répondre aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux particuliers de son secteur d'activité.
- Maximiser sa valeur actionnariale pour ses investisseurs.
- Faire des dons à des associations caritatives tout en continuant le business as usual.

Quels bénéfices peuvent obtenir les entreprises qui s'engagent, au-delà de leur contribution à modèle plus durable ?

- Une bonne réputation.
- Des performances économiques.
- Des remises sur leur facture d'énergie.
- Une subvention de l'Etat à hauteur de 20 000€.
- La fidélisation et performance des salarié.e.s.
- Une attractivité à l'emploi.

C2S2

approche philanthropique = clientéliste et descendante

responsabilité systémique = responsabilité économique et financière /social / sociétale
environnementale/ politiques

Voici les points clés de l'article :

1. Une étude impliquant 100 entreprises, 10 associations professionnelles et 30 experts académiques a été réalisée pour examiner le passage vers une entreprise "full RSE."
2. Les entreprises doivent intégrer davantage les politiques de RSE dans leur stratégie, pratiques et métiers pour répondre aux défis sociaux et environnementaux.
3. Le modèle d'entreprise en 2030 favorisera une collaboration accrue entre les fonctions et une gouvernance moins pyramidale.
4. Les entreprises seront plus ancrées dans les territoires, interagiront avec divers acteurs, et auront un rôle politique accru.
5. Les entreprises devront "prouver leur utilité" et établir un cadre commun avec les parties prenantes.
6. Les fonctions telles que l'informatique, les achats, et la direction financière intégreront la RSE dans leurs activités.
7. La transition vers une entreprise "full RSE" nécessite des compétences nouvelles, mais les entreprises font face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée en RSE.

L'étude souligne la nécessité de former massivement les employés pour répondre à ces évolutions et appelle à dépasser les clichés sur le profil des professionnels de la RSE.

- Définition de l'Entreprise à impact :** La RSE se concentre sur la limitation des externalités négatives de l'entreprise, tandis qu'une entreprise à impact vise à créer des impacts positifs directs sur la société et l'environnement, en alignement avec des objectifs tels que les ODD (Objectifs de Développement Durable) des Nations unies.
- ESG ≠ Entreprise à impact :** Les critères ESG (Environnementaux, Sociaux, et de Gouvernance) sont des mesures utilisées principalement dans le reporting. Cependant, combiner des critères ESG avec une politique RSE ne transforme pas automatiquement une entreprise en une entreprise à impact.
- Entreprise à mission ≠ Entreprise à impact :** Une entreprise à mission, créée après la Loi Pacte de 2019, inscrit sa raison d'être dans ses statuts, mais cela ne garantit pas nécessairement la création d'impacts sociaux ou environnementaux. En revanche, une entreprise à impact intègre ces dimensions dans toutes ses activités et a une stratégie délibérée pour générer des impacts positifs.
- Définition de l'Entreprise à impact :** Le Mouvement Impact France définit quatre piliers pour une entreprise à impact : Impact Social (interne et externe), Impact écologique (transition écologique), Partage du pouvoir (transparence décisionnelle et gouvernance éthique), et Partage de la valeur (stratégie financière éthique). Ces piliers doivent être soutenus par une stratégie à impact, impliquant que toutes les activités de l'entreprise contribuent à un impact positif.
- Engagement pour le Partage de la valeur :** Une entreprise à impact se distingue en intégrant le partage de la valeur comme un pilier essentiel. Cela implique des actions telles que limiter les dividendes, réduire les écarts de rémunération, et favoriser un modèle économique équitable.

Complétez les blancs.

Selon Cécile Renouard, une nouvelle approche de la RSE consiste pour l'entreprise à maîtriser ses impacts✓. Cela implique de "réduire, améliorer ses impacts négatifs" et "de contribuer, par son cœur de métier durablement et de manière positive à son ou ses territoires et aux "bien communs".

Qu'est ce qui différencie une démarche RSE d'une entreprise à impact ?

Démarche RSE

limiter les externalités négatives de l'activité d'une entreprise

Entreprise à impact

participer de manière activité à l'amélioration de la société

Depuis 2019, un nouveau statut d'entreprise a été créé en France. Il s'agit de la Société à Mission, quelles sont ses caractéristiques ?

La raison d'être oriente la stratégie globale de l'entreprise.

✓ La raison d'être doit poursuivre une mission sociale et/ou environnementale.

✓ Le respect de la raison d'être est soumis au contrôle d'un Comité de Mission indépendant mais créé par l'entreprise.

✓ La raison d'être doit avoir le même niveau de priorité que l'objectif financier.

La raison d'être est un slogan qui permet de mieux identifier l'entreprise sur le marché.

✓ Une raison d'être inscrite dans ses statuts.

Aujourd'hui, la demande de recrutements pour assurer les missions "d'impact positif" dans les entreprises dépasse largement l'offre de candidats

✓ Vrai, la connaissance des enjeux de transition devient un réel atout pour l'employabilité.

Faux, la demande des entreprises en matière de candidatures formées aux enjeux de transition n'existe pas.

MODULE 7 : financement de la transition

95 trillions

60% émissions les infrastructures

6 keys areas = Plan /Innovate / Budget / Reset / Rethink / Empower

inciter les acteurs privées à investir→ pour l'environnement
contribution des transport polluants

1. **Empreinte Carbone Alarmante :** L'empreinte carbone des grandes banques françaises est près de 8 fois supérieure aux émissions totales de gaz à effet de serre de la France. Elles sont accusées de contribuer à un réchauffement de +4°C d'ici à 2100, bien au-delà de l'objectif de 1,5°C recommandé par les scientifiques.
2. **Responsabilité des Banques :** Les banques influent sur l'économie par leurs choix d'investissements et de financements, contribuant ainsi aux émissions de gaz à effet de serre. Entre 2019 et 2020, les six principales banques françaises ont émis plus de 3,3 milliards de tonnes équivalent CO2, soit 7,9 fois les émissions de la France.
3. **Dépendance aux Énergies Fossiles :** Les banques investissent massivement dans des industries polluantes et dépendent fortement des énergies fossiles. Entre 2019 et 2020, quatre grandes banques ont augmenté de 22 % leurs financements aux entreprises actives dans les énergies fossiles.
4. **Engagement des Clients :** Les clients bancaires contribuent indirectement aux émissions de gaz à effet de serre en fonction des choix de financement de leur banque. Les émissions de CO2 liées à un compte bancaire peuvent être deux fois plus élevées que prévu.
5. **Banques Éthiques :** Certaines banques, comme le Crédit Mutuel, commencent leur transition écologique, mais les alternatives véritablement éthiques sont rares. Des progrès sont nécessaires pour un changement significatif.
6. **Appel à la Régulation :** L'article appelle à une régulation étatique pour encadrer les activités des banques, soulignant que les engagements volontaires ne suffisent pas. Des avancées réglementaires ambitieuses sont nécessaires pour orienter les banques vers des pratiques plus durables.
7. **Critères pour une Banque en Transition :** Pour être considérée comme "en transition", une banque devrait exclure les entreprises non conformes à l'objectif de 1,5°C, réduire son empreinte carbone de 15% d'ici à 2023, publier intégralement son empreinte carbone et ses financements annuels dans les énergies fossiles.

droit de tirage spéciaux

Le monde de la finance est un maillon essentiel de la transition écologique mais il doit évoluer pour y contribuer de manière positive.

✓ Vrai, aujourd'hui les investissements sont encore trop orientés vers des activités néfastes à l'environnement et aux droits humains.

Faux, l'Investissement Socialement Responsable tel qu'il fonctionne aujourd'hui est suffisant pour opérer les transformations nécessaires.

Les Etats et organisations internationales ont un rôle normatif et de régulation à jouer pour faire évoluer le système financier mondial. De quel manière les États peuvent-ils inciter les acteurs privés à investir pour des projets bons pour l'environnement ?

✓ En définissant clairement le terme de "Bon pour l'environnement".

✓ En créant des incitations financières comme des avantages fiscaux.

✓ En créant, ou soutenant la création, de labels.

En laissant aux entreprises la liberté de définir elles-mêmes les investissements qui leurs semblent les plus avantageux.

✓ En investissant, eux-mêmes, une part importante de leur budget dans ce type de projets.

Les banques sont essentielles dans la transition car ce sont elles qui façonnent la société par les choix d'investissement et de financement qu'elles réalisent. Aujourd'hui quels investissements soutiennent-elles en majorité ?

✓ Les énergies fossiles.

Les projets de solidarité.

Les énergies renouvelables.

Les citoyens et citoyennes peuvent contribuer indirectement à financer le réchauffement climatique, à travers les choix réalisés par les banques pour l'investissement de leur épargne.

Faux.

✓ Vrai.

C1S2

1. **Définition de la Finance Durable :** La finance durable intègre des critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) pour favoriser des investissements qui contribuent à l'économie, à la société, et à l'environnement. Elle vise à concilier performances financière, sociale et environnementale.
2. **Critères ESG :** Les critères ESG impliquent l'analyse des impacts sociétaux, des activités des entreprises (émissions de carbone, gestion des déchets), et des règles de contrôle et de gouvernance des entreprises.
3. **Formes d'Investissements Durables :**
 - **Investissement Responsable (ISR) :** Intègre des critères financiers et extra-financiers pour évaluer les performances financières et le respect des critères ESG.
 - **Finance Verte :** Englobe des projets contribuant à la transition énergétique, avec des produits tels que les obligations vertes et les fonds verts.
 - **Finance Solidaire :** Facilite le financement de projets socialement utiles, même s'ils ne sont pas nécessairement rentables.
 - **Social Business :** Entreprises dont la finalité est principalement sociale, les profits étant réinvestis dans des causes sociales et environnementales.
4. **Différenciation avec le Greenwashing :** Trois labels en France encadrent la finance durable pour éviter le greenwashing :
 - **Label ISR :** Identifie les placements responsables et durables.
 - **Label Finansol :** Pour les produits d'épargne solidaires.
 - **Label GreenFin :** Garantit la qualité "verte" des placements financiers, excluant les secteurs nucléaire et des énergies fossiles.

- 1. Instauration de la Taxonomie Verte :** La taxonomie européenne a été introduite en 2020 dans le cadre du Pacte vert européen avec pour objectif de promouvoir la neutralité carbone d'ici 2050. Elle a été révisée en 2022 pour inclure le gaz et le nucléaire.
- 2. Critères d'une Activité "Verte" :** Une activité est considérée comme durable si elle contribue substantiellement à au moins l'un des six objectifs, y compris l'atténuation du changement climatique, l'adaptation, la transition vers une économie circulaire, etc. Elle doit respecter des normes sociales.
- 3. Acteurs Concernés :** La taxonomie concerne les entreprises, les États membres, les acteurs financiers et les institutions de supervision financière.
- 4. Activités Habilitantes et Transitoires :** En plus des activités directement bénéfiques pour l'environnement, la taxonomie inclut les activités habilitantes (facilitant d'autres activités) et les activités transitoires (réduisant l'impact environnemental lorsque des alternatives ne sont pas disponibles).
- 5. Nucléaire et Gaz dans la Nouvelle Nomenclature :** La nouvelle classification permet l'inclusion du nucléaire sous certaines conditions, notamment des garanties pour le traitement des déchets. Les centrales au gaz doivent respecter des seuils d'émissions spécifiques.
- 6. Prochaines Étapes :** Après l'adoption par le Parlement européen en juillet 2022, le texte sera transmis au Conseil. En l'absence d'objection, l'acte délégué entrera en vigueur, mais une objection est possible au sein du Conseil par un vote à la majorité qualifiée renforcée inversée.

Equity gap = manque de financement
financement participatif

3 fondements = accessibilité / transparence / traçabilité

3 modes de financement = don / prêt / investissement

Bénéfices = financier / communauté d'investisseurs / visibilité / Effet de levier

trois évolutions = évolution réglementaires pour favoriser le financement participatif
pédagogie des épargnants / Faciliter l'accès aux marché

La finance durable regroupe l'ensemble des activités financières permettant d'avoir un impact positif sur :

✓ l'économie effective, la société et l'environnement.

les droits sociaux et l'environnement.

l'économie effective, le rendement de la valeur actionnariale, l'égalité des droits.

En février 2022, la Commission Européenne a adopté le Règlement Taxonomie. On parle alors de "Taxonomie européenne" pour désigner :

Les normes de douanes appliquées au frontières de l'Union pour taxer les produits alimentaires issus de l'importation. Son objectif est de privilégier, grâce à l'incitation fiscale, l'industrie européenne.

✓ Une classification des activités économiques ayant un impact substantiel sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Son objectif est d'orienter les investissements vers les activités vertes.

La réglementation liée aux activités de taxidermie dans le territoire de l'Union Européenne.

Son objectif est de garantir le bien-être animal.

Selon la Commission Européenne, une activité est classée comme "durable" si elle correspond à au moins l'un objectif parmi six. Quels sont ces objectifs :

✓ Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines.

✓ Atténuation du changement climatique.

✓ Adaptation au changement climatique.

✓ Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Accès à l'éducation et à la santé pour tous

✓ Transition vers une économie circulaire.

✓ Contrôle de la pollution.

Développement des populations

Réduction des inégalités

Quels sont les trois fondements du financement participatif ?

La reconnaissance, la création de communauté, la diffusion.

La participation, le rendement, la responsabilité.

✓ L'accessibilité, la transparence, la traçabilité.